

**Séance plénière**

**« *Nous ne vivons pas une époque de fatalité mais de possibilités* »**

16/12/2024

DISCOURS DU PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE  
M. JEAN-LUC GLEYZE

---

Permettez-moi tout d'abord d'avoir **une pensée pour Mayotte**, une pensée pour toutes celles et ceux, sans distinction, qui vivent sur l'Archipel, et pour mon collègue le Président Ben Issa Oussen.

Permettez-moi de rappeler aussi, ou plutôt de dénoncer, que c'est **le département le plus pauvre de France**, et le cyclone Chodi démontre une fois encore ce sur quoi nous alertons : **les catastrophes climatiques frappent toujours plus violemment les plus vulnérabilisés.**

Si **l'Etat n'investit** pas pour protéger les territoires, si les **départements** n'ont pas les **moyens** de s'y préparer, d'anticiper localement, face à ces catastrophes, les tragédies vont se répéter, s'amplifier !

Nous sommes en 2024, **nous ne pouvons souffrir d'une France qui hiérarchise** la vie de ses habitants, comme au temps de la **colonisation.**

Nous ne pouvons plus laisser **Mayotte** loin des yeux alors que ce département doit être, à l'égal et l'image des autres, **au cœur de notre nation solidaire !**

\* \* \*

*« Il est grand temps que soient **repensés, de fond en comble, le rôle de l'Etat et surtout ses modalités d'action, en vue d'une meilleure répartition des responsabilités et des tâches entre pouvoir central et pouvoirs locaux, en vue d'une concentration des interventions sur les points essentiels, en vue d'un allègement des rapports entre administrations et administrés afin de rendre l'existence d'un important secteur public plus bénéfique pour l'ensemble de la Nation.** »*

Nous avons déjà toutes et tous ouverts un « Que sais-je » par intérêt personnel ou pour nos études. Justement, cette citation est extraite de l'un deux, consacré au **Le secteur public en France** et publié en **1964**.

1964, vous m'avez bien entendu.

**Le constat qu'il dresse résonne** particulièrement avec l'impasse gouvernementale et législative dans laquelle nous sommes en **2024**. Une impasse qui résulte, entre autres, de la **dégradation vertigineuse de notre Service public universel**.

Je ne reviendrai pas sur **les effets néfastes de la mise en concurrence généralisée de la terre et des citoyens, qui affaiblissent les piliers de la société et nourrissent le péril extrémiste** qui guette toutes les nations, même les plus vieilles démocraties.

*« **C'est la réalité d'une société de marché que l'on perçoit dans le totalitarisme** »,* prévenait déjà l'économiste **Karl Polanyi** en 1944.

80 ans plus tard, la **pression concurrentielle** entre les travailleurs, **l'obsession de rentabilité imposée** à un Service public qui doit, dans le même temps, répondre à des demandes et des besoins croissants, continuent d'entamer la nation solidaire.

Loin d'apporter un quelconque « bénéfique » général, avec nos partenaires, nous déplorons sur le terrain la **détérioration de l'économie et la vie associative de nos territoires, les liens sociaux qui font le sens de l'activité collective et celui de la solidarité.**

Le flou gouvernemental et législatif entraînant le report du vote des PLF et PLFSS n'est pas propice à arranger les choses. Mais ne nous y trompons pas : la dette de l'Etat est toujours bien là, et l'année 2025 sera pour nous plus difficile encore.

Tant que **l'État** ne compensera pas plus fortement la croissance des dépenses sociales, notamment des dépenses relevant de la **solidarité nationale** comme les allocations universelles (APA, PCH, RSA) ;

Tant que la **stabilité économique ne sera pas retrouvée**, notamment en matière immobilière ;

Tant que des **sources nouvelles et justes de recettes** ne seront pas trouvées.

Les errances budgétaires des gouvernements successifs continueront de peser sur les **collectivités** et nos partenaires, donc sur **le Service public**, soit à nouveau sur la population, **les Françaises et les Français** !

Face à cela, nous avons choisi, **la majorité départementale, le DGS, les DGA en accord avec les réalités des agentes et agents, une méthode dictée par l'esprit de responsabilité morale autant que légale.**

D'une part agir maintenant pour contrer des vents contraires en matière budgétaire.

D'autre part, préparer la sortie de la tempête.

Les rapports présentés aujourd'hui en témoignent.

Il nous faut rester **dignes** pour tous ceux que l'on accompagne et tout ce que nous faisons au quotidien pour la vie locale !

**Pour les agentes et agents** de toutes les collectivités et pour nos partenaires qui sont tous les jours au contact du public, qui savent qu'il ne faudrait parfois pas grand-chose pour faire mieux.

Mais c'est justement ce « pas grand-chose » qui leur manque, qui nous manque.

Je refuse de me résoudre à **cette maltraitance institutionnelle qui fait souffrir aussi bien ceux qui accompagnent que ceux que nous accompagnons !**

Je l'ai déjà dit, et je suis convaincu que nous le partageons toutes et tous ici, je refuse de choisir :

entre mieux aider les personnes âgées que les personnes handicapées, pour assurer l'insertion de ceux qui sont sans emploi ;

entre renoncer aux analyses de notre Laboratoire Départemental qui préviennent les épidémies frappant le bétail et l'entretien de nos routes ou nos collègues...

**Le Service public ne doit pas instituer la concurrence mais garantir la vitalité du corps social !**

Nous devons tout faire pour **assurer la continuité d'un Service public garant du soin à la population et à la terre, les deux étant intimement liées.**

**Cet engagement que nous partageons avec nos partenaires** est plus que jamais à défendre, car en cette fin 2024 comme au terme de l'année 1944, nous voilà à un point de **fracture** ou de **bascule**.

Nous pouvons voir les nouveaux périls rétrogrades pousser les portes du présent, ou **choisir de rouvrir grand les portes qui ont fait entrer des projets d'avenir collectifs comme la Sécurité sociale.**

Justement, celle que l'on nomme avec affection et fierté la « Sécu' », est un parfait exemple de ce que nous pouvons faire aujourd'hui.

**Elle n'a pas été créée en période d'abondance mais sur les cendres d'une Europe traversée par la guerre, la crise économique, l'incertitude politique.**

C'est cette audace qui a permis de reconstruire tout un pays. Soyons à la hauteur de cet héritage.

**Nous ne vivons pas une époque de fatalité mais de possibilités !**

Cela implique d'**investir** dans le Service public, les circuits courts et l'agriculture biologique, les marchés locaux et la commande publique, l'économie sociale et solidaire ;

**d'accompagner** le mouvement des communs et les initiatives de la société civile ;

de **renforcer** la Sécurité sociale (y compris alimentaire), notre système de retraite solidaire...

C'est ça, **défendre nos territoires !**

**Ce n'est pas agiter l'éventail des peurs, nourrir les angoisses.**

C'est oser une **issue collective, et nous étions 700, ce samedi !**

**700 personnes réunies** pour dire haut et fort qu'il faut **considérer** les acteurs de terrain que nous sommes et **garantir** les moyens à la hauteur pour nous, les premières mailles de notre République et de la solidarité, ce bien commun indispensable à notre pays.

Un vœu sera proposé lors de cette séance, un socle à partir duquel formuler des propositions d'avenir **sans brader le Service public ni entamer le tissu local !**

Nous avons su le faire en votant une **résolution unanime lors des dernières Assises de Départements de France.**

**Cette France d'ici d'en bas, ce collectif que nous constituons, ne peuvent pas se permettre de se fracturer.** Le pire justement serait que nous donnions raisons aux divisions du monde d'aujourd'hui.

Dans la dureté du moment que nous partageons toutes et tous, **ne cédon pas à la prise en tenaille qui voudrait nous opposer !**

Il est **temps de se réunir** pour défendre tout ce qui aujourd'hui, en Gironde et en France, constitue des **solutions d'avenir, résilientes au plan social et environnemental.**

**Tout autant que de choisir où on veut aller, il est important de savoir comment et avec qui y aller.**

C'est pourquoi l'an prochain, **la Grande cause sera dédiée à l'ESS, continuité logique de celle du Handicap qui a mis en lumière les trésors de coopérations et de solidarité de proximité.**

Je remercie sincèrement **l'ensemble des directions mobilisées et des partenaires engagés** d'avoir, au cours de cette année 2024, animé les évènements, les ateliers de formation et de sensibilisation, amélioré et adapté nos réponses...

Merci aussi aux **collègues** qui ont contribué à faire vivre cette Grande cause coordonnée par la Vice-présidence de **Jean-François Egron.**

Ensemble, nous avons travaillé à ce que la **société s'adapte aux situation de handicap, que notre Gironde soit inclusive.**

La présence au cœur de notre hémicycle, des **grands témoins et acteurs que sont les membres des Groupes d'Entraide Mutuelle de Gironde, les « GEMmeurs »** comme j'aime à les appeler, est un des fruits de cette Grande cause.

C'est un plaisir de vous retrouver, comme je l'avais promis lors du Colloque Gironde Inclusive en début d'année.

Je cède la parole à Jean-François Egron pour introduire **votre Plaidoyer**, un document d'utilité générale que nous serons fiers de porter en Gironde et partout en France !